



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle

N° 2025-296

Pétitionnaire : Société QUERCUS

Adresse : 12 avenue du Docteur Faraut 06670 LEVENS

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

Nom du projet : Évaluation des travaux à réaliser sur le fort de la Redoute des Trois Communes

Localisation : Fort de la Redoute des Trois Communes - Commune de La Bollène-Vésubie.

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 25 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 1^{er} août 2025 par Monsieur GONELLA Thomas, représentant la société Quercus,

Considérant l'opération globale de valorisation du massif de l'Authion, initiée en 2022 et 2023 par le Parc national du Mercantour, par la concrétisation d'une campagne de travaux sur le patrimoine bâti,

Considérant que la demande consiste en un survol de drone à des fins d'évaluation des travaux de la phase 2 concernant le fort de la Redoute et, plus particulièrement, à des fins de diagnostic de la toiture de ce bâtiment,

Considérant qu'à la date envisagée, les bouquetins et les rapaces dont l'Aigle royal, sont particulièrement sensibles à tout dérangement, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société QUERCUS, représentée par Monsieur GONELLA Thomas, est autorisée à effectuer des survols de drone à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet une évaluation des travaux de la phase 2 de valorisation du massif de l'Authion, concernant le fort de la Redoute des Trois Communes et, plus particulièrement, à des fins de diagnostic de la toiture de ce bâtiment situé sur la commune de La Bollène-Vésubie.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

- nom du télépilote : GONELLA Thomas
- type d'appareil : Drone DJI MINI 3 PRO
- n° de l'appareil : aucun

2.2. Durée de survol : 2 fois une heure

2.3. Zone de survol autorisé : Fort de la Redoute et alentours immédiats

2.4. Le pilote est tenu de respecter strictement la zone de survol autorisé.

2.5. En-dehors de cette zone, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.

2.6. Le bénéficiaire évite tout dérangement de la faune en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol. Toute interaction (curiosité ou approche) est consignée par le bénéficiaire et transmise pour information au service du Parc national du Mercantour compétent territorialement.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates **du jeudi 07 août 2025 et du vendredi 05 septembre 2025.**

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.**

Contacts :

Service territorial Roya-Bévéra :

Cheffe de service : DUTRAY Claire (claire.dutray@mercantour-parcnational.fr) 06 28 56 44 28

adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr) 06 68 72 13 87

service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 4 août 2025

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial de la Roya-Bevera
- CGP (I. Lhommedet et H. Tesson)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.